Chers membres et partenaires,

Cet été nous a rappelé avec force pourquoi notre travail est important.

Partout dans la région des Grands Lacs et du Saint-Laurent, les communautés ont fait face à des inondations, des feux de forêt, des tornades et des tempêtes destructrices, avec une fréquence et des coûts en hausse constante.

Il y a quelques semaines à peine, des pluies extraordinaires ont causé des inondations généralisées à St. Catharines et touché plusieurs communautés de la région de Niagara, en Ontario. Des communautés de l'Indiana et de l'Illinois ont été frappées par des tempêtes qui ont endommagé des infrastructures essentielles et des propriétés, avec des conséquences qui perdurent. Et des feux de forêt à travers nos régions ont déplacé des milliers de personnes, y compris des communautés des Premières Nations qui n'ont plus de foyers ni de communautés où retourner.

Ce ne sont pas des avertissements isolés. Ils s'inscrivent dans une tendance plus large.

Dans les États américains des Grands Lacs, les catastrophes climatiques et météorologiques d'un milliard de dollars survenaient en moyenne **3,9 fois par année durant les années 2000**. De 2020 à 2024, ce rythme est passé à **13,8 par année — plus de trois fois le taux précédent**.

Le Canada connaît le même fardeau financier grandissant. Les pertes assurées liées aux conditions météorologiques catastrophiques et aux feux de forêt sont passées d'environ **14 milliards $ CA entre 2006 et 2015 à 37 milliards $ CA entre 2016 et 2025**, en dollars constants.

Nous ne pouvons pas ignorer ce qui se passe — et nous ne pouvons pas attendre la prochaine catastrophe pour agir.

Nos communautés ont besoin d'infrastructures capables de résister aux conditions actuelles et aux risques de demain.

Au Québec, nous continuerons d'accompagner nos membres municipaux et autochtones dans l'accès à un éventail croissant de programmes provinciaux dédiés à l'eau et à la résilience climatique. Pensons notamment au Programme de restauration et de création de milieux humides et hydriques (PRCMHH), qui offre jusqu'à 3 M$ pour des travaux de restauration ou de création de milieux humides et hydriques, ainsi qu'au Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU), qui soutient les travaux de construction, de réfection ou d'agrandissement des infrastructures municipales d'eau potable et d'eaux usées à travers la province.

Les conditions météorologiques extrêmes ne sont pas la seule crise à laquelle notre région fait face. Une nouvelle tempête nous frappe — et celle-ci est économique.

Les tarifs douaniers entre les États-Unis et le Canada pourraient dévaster l'économie de la Côte douce qui génère 12 000 milliards $ CA en retombées, soit la 3e économie du monde. Pour chaque État des Grands Lacs, le Canada est un partenaire commercial de premier plan. Les tarifs et contre-tarifs traverseront notre région comme une tornade de catégorie 5, coûtant des emplois de qualité, augmentant les coûts pour les consommateurs et les entreprises et nuisant aux employeurs locaux d'un bout à l'autre de notre région.

C'est pourquoi des maires des deux côtés de la frontière réclament un renouvellement de la coopération entre nos pays. Nous exhortons les deux gouvernements à retourner immédiatement à la table de négociation. Les États-Unis et le Canada ont bâti des générations de coopération économique. Nous devons renforcer cette relation, et non la déchirer.

C'est ici que vous entrez en jeu.

Plus de 425 communautés qui s'expriment ensemble peuvent faire la différence. Nous devons transmettre, au-delà des lignes partisanes, le message que nos communautés doivent recevoir du soutien.

Joignez-vous à nous pour la **Journée des Grands Lacs à Washington, D.C., du 2 au 4 mars**, et pour le **Forum de la Côte douce à Ottawa le 9 décembre**. Répondez présents lorsque nous demanderons aux membres d'appuyer des lettres adressées à nos gouvernements fédéral, provinciaux et étatiques. Assistez au **Sommet sur le Saint-Laurent à Montréal le 5 octobre** afin que nous puissions collaborer davantage sur ces enjeux. Et lorsque vous rencontrez des élus fédéraux, ou provinciaux dans votre propre communauté, dites-leur que des infrastructures résilientes et la protection de notre économie intégrée de la Côte douce doivent être une priorité.

Ensemble, nous pouvons faire de notre région une région forte des Grands Lacs et du Saint-Laurent pour les générations à venir.

Cordialement,

Jonathan Altenberg
Président et chef de la direction